

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 décembre 2019

RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ET À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE - (N° 2454)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1116

présenté par

M. Boucard, M. Leclerc, M. Masson, M. Bony, M. Sermier, M. Dive, Mme Bazin-Malgras,
Mme Anthoine, M. Perrut, M. Cordier, M. Reda, M. Viala, M. Parigi et M. Vatin

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 12 TER, insérer l'article suivant:**

Au plus tard le 1^{er} janvier 2021, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les pratiques empêchant le recyclage d'un certain nombre de déchets plastiques. L'interdiction de ces pratiques est prononcée par décret en Conseil d'État dans un délai de deux ans à compter de la publication du rapport.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'amendement vise à demander au Gouvernement de remettre un rapport au Parlement sur les pratiques perturbant le recyclage d'un certain nombre de déchets plastiques et d'interdire ces pratiques par décret dans un délai de 2 ans à compter de la publication de ce rapport.

Avec seulement 22 % des déchets plastiques recyclés, la France est actuellement l'un des pays européens les moins performants dans le recyclage de ce type de déchets.

Ce rapport permettra au Gouvernement d'identifier les freins actuels au recyclage (produits multicouches, additifs perturbateurs de tri, etc.) afin d'y mettre un terme et ainsi tenir l'objectif qu'il s'est fixé, à savoir 100 % de plastiques recyclés d'ici 2025.